

Problématique de la Normalisation dans les pays en Développement Cas de la Côte d'Ivoire

Marrakech 13-15 décembre 2005
AHOTI Yapo François, Ing. Qualité
Directeur Normalisation et Certification - CODINORM

1

OBJECTIFS

- **Aperçu sur les activités de Normalisation en Côte d'Ivoire**
- **État des lieux des travaux sur la RS**
- **Idées sur le renforcement des capacités**

2

Normalisation en CI - Historique

- Une dizaine d'années après son indépendance, La Côte d'Ivoire a compris la nécessité de se doter d'un organisme pour la gestion de la normalisation et de ses activités connexes. C'est ainsi qu'est né en 1974 le Bureau ivoirien de Normalisation (BIN).

3

Normalisation en CI – Historique (2)

- Société d'Etat dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière, le BIN avait pour objet de définir et d'appliquer pour le compte de l'Etat, une politique de Normalisation et de Contrôle des produits de toute nature d'origine ivoirienne. Il était le seul organisme habilité à élaborer les Normes applicables en Côte d'Ivoire.
- Le BIN est admis comme membre correspondant de l'ISO en 1975. A la suite de la 2ème réunion du comité ISO "Café" en décembre 1977 à Abidjan, il devient comité Membre de l'ISO en Janvier 1978.

4

Historique – (3)

- La crise économique des années 80 avec l'adoption des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et l'appel des partenaires économiques au désengagement de l'Etat des sphères de la production, entraînera la dissolution du BIN.
- En lieu et place du BIN, il sera mis en place un Conseil National de la Normalisation en 1982 pour coordonner toutes les actions en matière de Normalisation, puis les travaux de normalisation seront conduits par un service administratif au sein d'une Direction centrale du Ministère chargé de l'Industrie.

5

Historique – (4)

- Les résultats de ces années d'activités ayant montré que la normalisation ne pouvait pas être gérée de manière satisfaisante dans un cadre administratif classique, souvent rigide et trop centralisé, coupé des opérateurs économiques qui en sont les principaux bénéficiaires, il a été jugé nécessaire de changer le statut de la structure ivoirienne de normalisation.
- A l'issue des études menées pour le changement de statut de la normalisation, la structure de type associatif est apparue comme le cadre approprié pour le développement de la normalisation en Côte d'Ivoire.

6

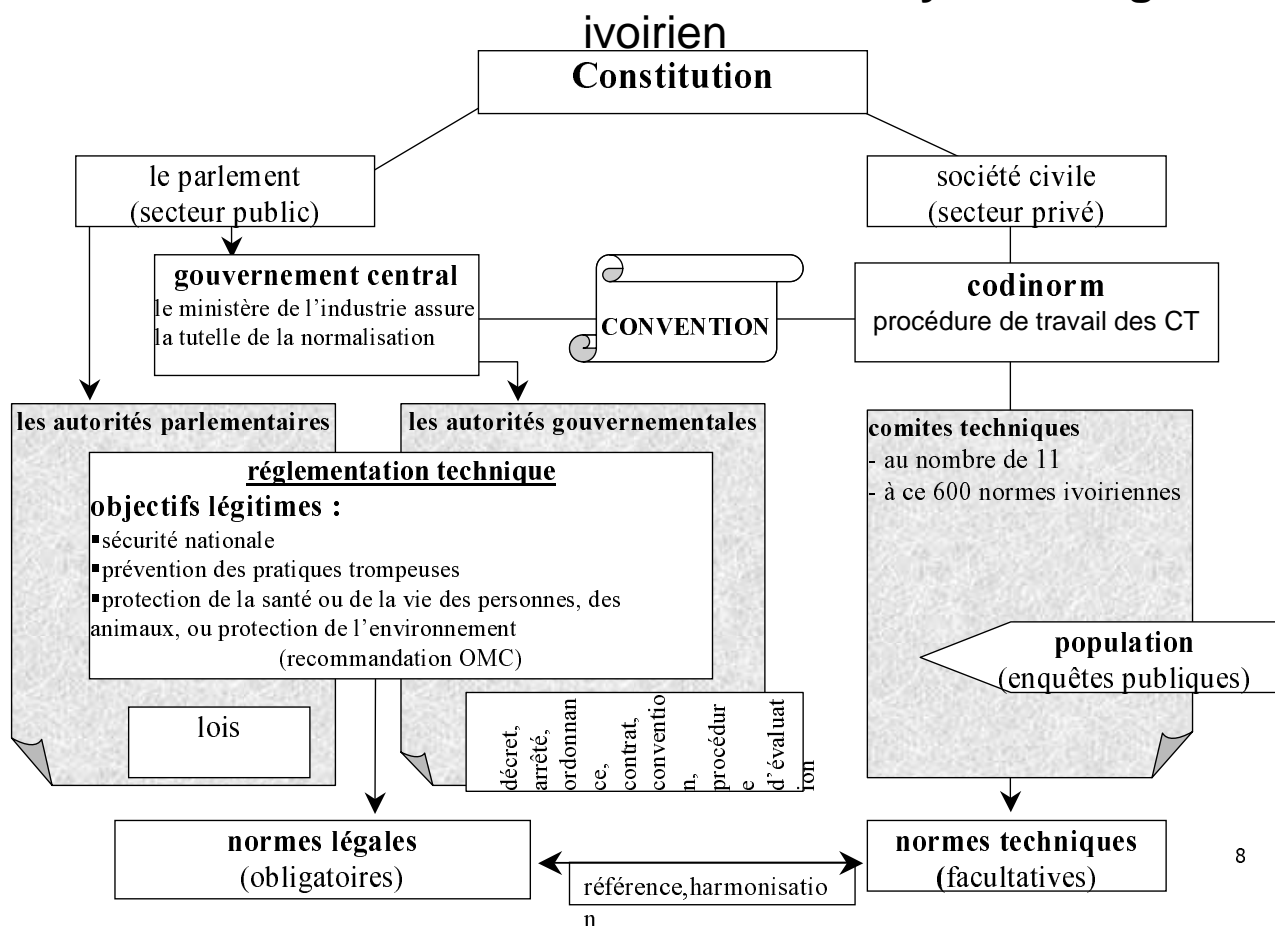
Historique – (5)

- Un tel choix permet, en effet, à toutes les entreprises même les plus petites d'être associées à la gestion de la normalisation et à l'Etat d'avoir un droit de regard sur la normalisation et de pouvoir répondre avec efficacité aux nombreux défis qui sont entre autres :
 - la spécification de référentiels pour la mesure de la qualité des produits et services,
 - la maîtrise et l'amélioration de la qualité,
 - l'assainissement du marché national,
 - la protection du consommateur contre les produits de mauvaise qualité,
 - la compétitivité des produits ivoiriens sur les marchés régionaux et internationaux.

- CODINORM (Côte d'Ivoire Normalisation) est la concrétisation de ce choix et surtout d'un partenariat dynamique entre l'Etat et le secteur privé.

7

Position de la normalisation dans le système légal ivoirien



8

CODINORM en bref

➤ Association à but non lucratif, d'utilité publique

- o Création : 24 septembre 1992
- o Convention Etat/Secteur privé
- o 107 membres (entreprises du secteur privés)

9

CODINORM en bref

➤ Activités

- o Normalisation (+ 600 normes)
- o Certification (12 certificats produits : Câbles et conduits électriques et emballage en bois destiné au Commerce internationale : 12 scieries)

10

CODINORM en bref

- Représentation internationale (ISO, CEI, ARSO, Normcerq (uemoa))
 - Inscrits dans 5 comités ISO
 - Observateurs dans 20 comités ISO
 - Membre de Normcerq (uemoa)
 - Secrétariat technique des comités :
Electricité, Protection de la santé et de la sécurité, Banques et services financiers

11

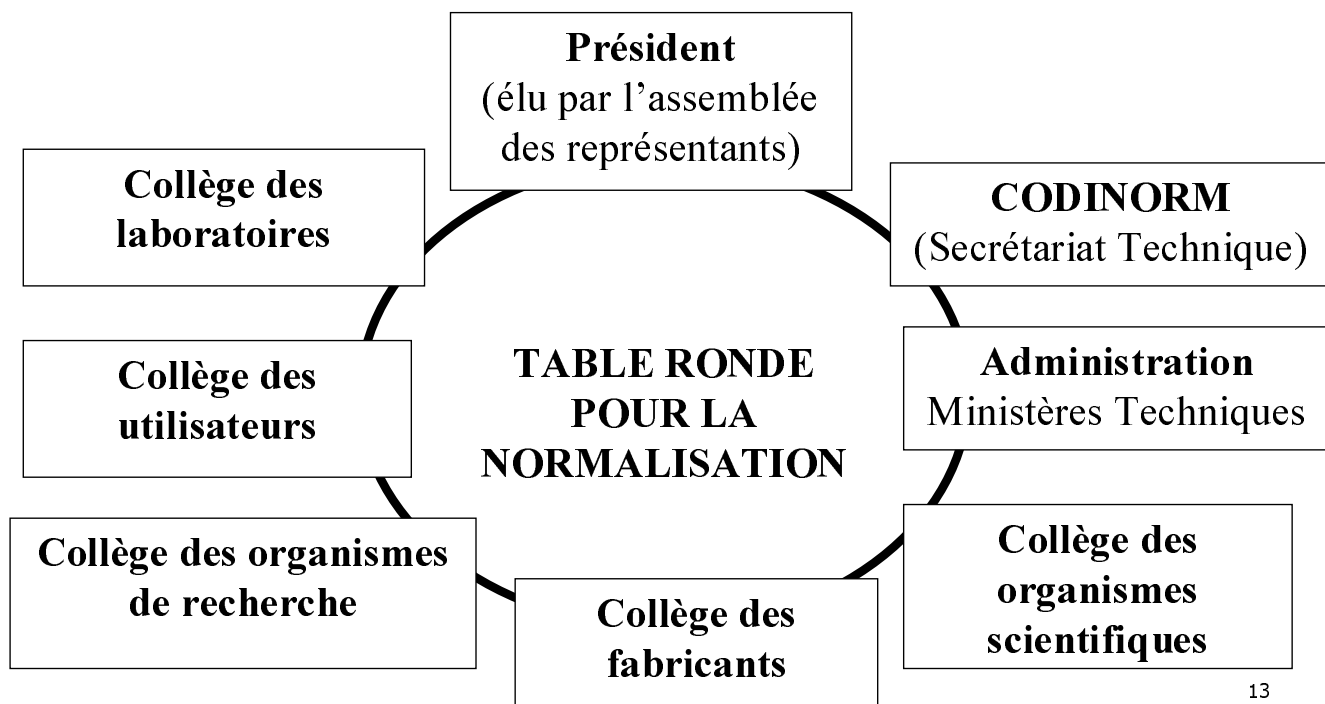
CODINORM en bref

- Activités (suite)
 - Promotion de la gestion de la qualité
 - Appui aux entreprises
(Accompagnement, Formation etc.)
 - CINR/PNI-OMC (Bases de données ISO, Saga Afnor, etc.)
- Représentation internationale (ISO, CEI, ARSO, Normcerq)

12

Aperçu des travaux de normalisation

Composition des Organes Techniques de Normalisation



13

Aperçu des travaux de normalisation (suite)

Différentes phases de l'élaboration d'une norme

1. Recensement des besoins en norme
2. Programmation (par les OTN et CODINORM)
3. Élaboration des APNI
4. Consensus des experts sur le projet de norme.
5. Enquête Publique (recherche d'un plus large consensus)
6. Adoption des résultats d'enquête publique
7. Adoption par Comité Technique
8. Homologation par Conseil d'Administration

14

Aperçu des travaux de normalisation (suite)
Liste des Comités Techniques existants

- ➔ **CT1 : Agriculture**
- ➔ **CT2 : Bâtiment et génie civil**
- ➔ **CT3 : Produits alimentaires**
- ➔ **CT4 : Chimie et textiles**
- ➔ **CT5 : Normes fondamentales**
- ➔ **CT6 : Emballages**

15

Aperçu des travaux de normalisation (suite)
Liste des Comités Techniques existants

- ➔ **CT7 : Comité National
Electrotehnique**
- ➔ **CT8 : Bois**
- ➔ **CT9 : Environnement**
- ➔ **CT10 : Management de la qualité
et qualité de service**
- ➔ **CT11 : Banque, valeurs
mobilières et autres services financiers**

16

Aperçu des travaux de normalisation (suite) Liste des Organes Techniques existants

→ **SC: Coton**

→ **CT13 : Technologie des soins de la
santé et sécurité sanitaire**

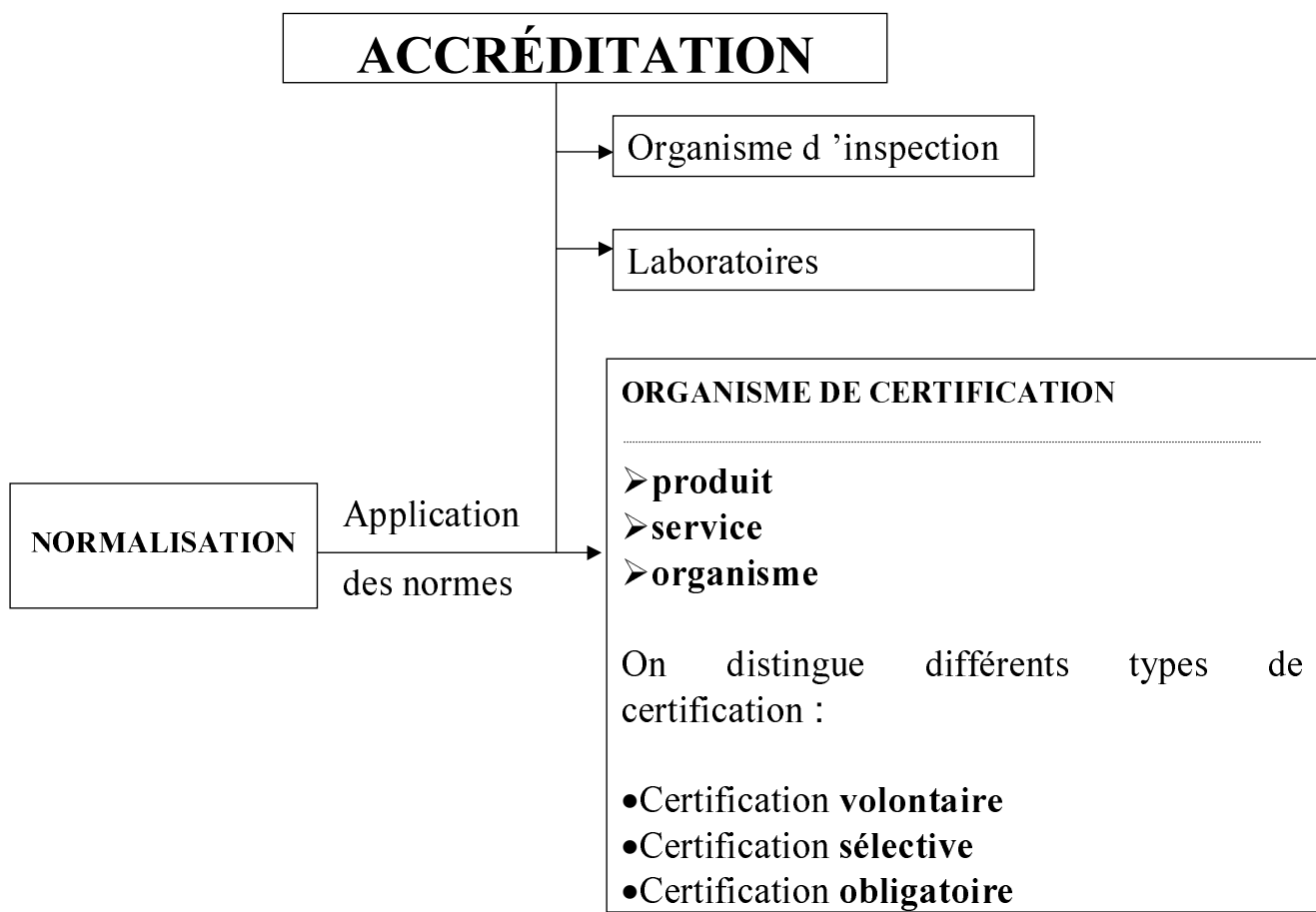
→ **CT 14 : Produits pétroliers et
lubrifiants**

→ **CT16 : Responsabilité Sociale**

17

Activités connexes ou instruments d'application des normes

18



19

Certification produits

Liste des applications sectorielles existantes

- Matériaux de construction
- Produits alimentaires
- Produits cosmétiques
- Produits électriques
- Produits chimiques
- Emballage à base de bois

20

Insuffisance de l'application des normes

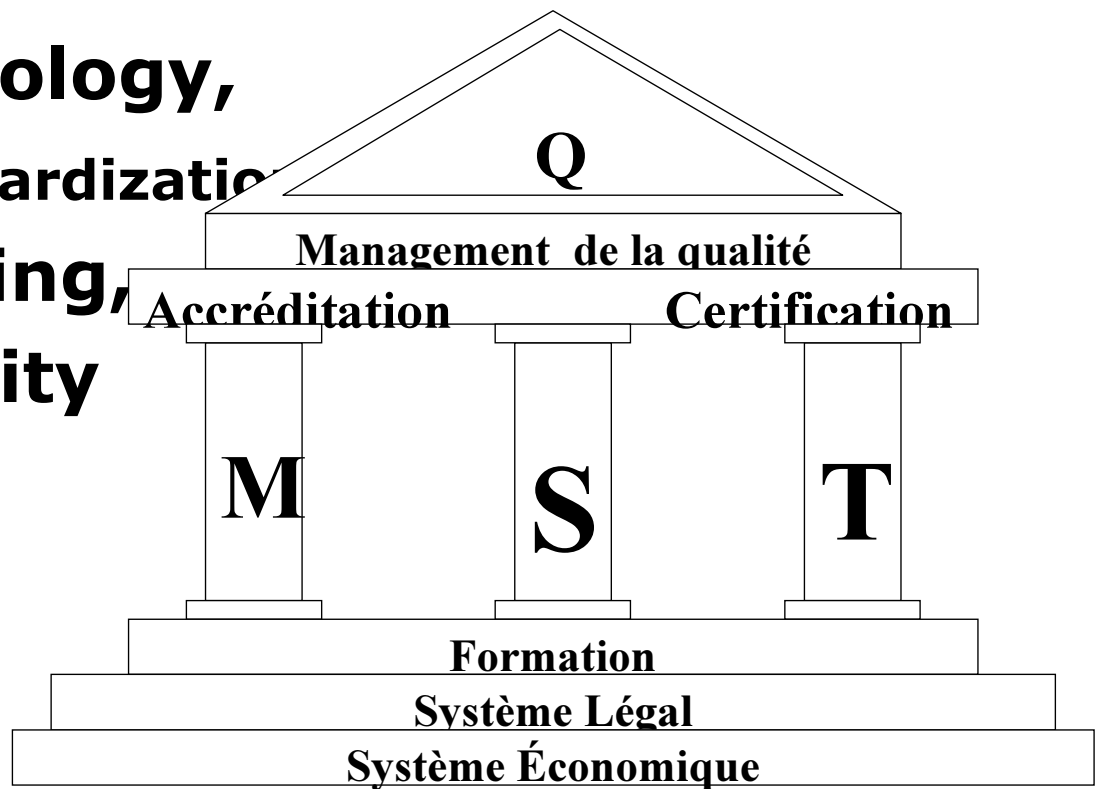
- ✦ Certification volontaire et limitée (12 licences seulement)
- ✦ Décret n°2002-196 du 02 Avril 2002 fixant les modes de preuves de conformité aux normes rendues d'application obligatoire (non encore en application)

21

Vue d'ensemble des infrastructures de la Qualité

22

**Metrology,
Standardization,
Testing,
Quality**



23

Mise en place des infrastructures

Éléments de fondation

- **Système Economique viable (40% de l'UEMOA)**
- **Système Educatif et de la formation : des universitaires de haut niveau**

Mise en place des piliers

- **Création du LANEMA (Métrologie = M)**
- **Historique normalisation ivoirienne = S**
- **Existence de Laboratoires d'analyses et d'essais (LNSP, LANADA,...) = T**

24

Mise en place des infrastructures (2)

.

Mise en place des éléments du chaînage

- Démarche de management de la qualité
- Système de certification produits
- Système (international) de certification d'entreprises
- Résultat = 42 entreprises certifiées, 12 licences produits (Q)

25

Faiblesses du dispositif national

26

Faiblesses du dispositif national

Cadre réglementaire incomplet :

- Absence d'une loi sur la normalisation
- Absence de déclaration de politique qualité

Infrastructures de la normalisation et qualité incomplète :

- Absence d'organisme d'accréditation
- Absence de chaîne d'étalonnage en métrologie
- Infrastructures de métrologie inadaptées (ex:situation du site actuel)

27

Faiblesses du dispositif national

➤ Non application des normes

- Non application du décret n°2002-196 du 02 Avril 2002 fixant les modes de preuves de conformité aux normes rendues d'application obligatoire ;
- Absence de promotion des normes dans les marchés publics.

28

Faiblesses du dispositif national

- ✦ Statut des laboratoires étatiques inadaptés
- ✦ Insuffisance de moyens pour appuyer le dispositif

29

Que faut-il faire?

30

1.Élaboration d'une loi sur la normalisatio

31

2.Déclaration d'une politique Qualité

32

3. Mettre en place un
fonds de
développement de
la Normalisation et
de la Qualité

33

4. Promotion des
normes dans
les marchés
publics

34

5. Rendre opérationnelle et soutenir les infrastructures de la Qualité (normalisation, certification, métrologie, essais, inspection, accréditation, etc.)

- Statuts
- Autonomie de gestion
- Autonomie financière

35

6. Prévoir des mécanismes d'appui et de soutien aux entreprises en démarche qualité

36

7. Opter pour une politique de certification sélective

(Mettre en œuvre le décret 2002-196 du 02 avril 2002 portant mode de preuve de conformité aux normes)

37

Normalisation de la Responsabilité sociale

38

Normalisation de la Responsabilité sociale

- La question de la responsabilité sociale a été officiellement abordée par la Côte d'Ivoire, à travers CODINORM, l'organisme ivoirien de Normalisation, à la suite de la réunion de Nairobi (Kenya) où la Côte d'Ivoire a été représentée par deux participants (l'un de l'ONN et l'autre d'une Association d'industriels).

39

Normalisation de la Responsabilité sociale - Justification

- Membre de l'ISO
- Code de bonne pratique de Normalisation
- Importance relative du tissu économique ivoirien
- 1^{er} producteur mondial de cacao
- 3^{ème} producteur mondial du café
- Nouvelle orientation de la normalisation en Côte d'Ivoire : Adopter/Adapter les normes internationales
- Participer aux travaux internationaux

40

La RS = un cas pratique

- Établissement d'un comité technique « miroir »
 - 14 septembre 2005 (présence de toutes les parties prenantes)
- Participation à la réunion de Bangkok
- Désignation des Experts pour participer aux travaux des groupes de travail de l'ISO sur la SR
- Responsabilisation des Experts désignés au niveau international pour coordonner les activités nationales de leur groupe cible (partie prenante)

41

Comment?

- Elaboration d'un programme d'activité dont les principaux points sont
 - Identification (plus ou moins exhaustive) des membres groupes cibles
 - Atelier de formation des membres sur la Normalisation et les activités connexes
 - Etat des lieux sur la Législation en Côte d'Ivoire sur les question de RS
 - Sensibilisation et implication des groupes cibles
 - Etude des projets du WG

42

Un défi

- Faire en sorte qu'il y ait une grande implication sur le sujet de l'ISO 26 000 de l'ensemble des parties prenantes et que la Côte d'Ivoire participe activement à l'élaboration de cette norme internationale.

43

Renforcement des capacités

- Soutien à la communication nationale (faire en sorte qu'il y ait une grande implication sur le sujet de l'ISO 26 000 de l'ensemble des parties prenantes)
- Soutien à la participation active de la Côte d'Ivoire à l'élaboration de cette norme internationale.

44

Renforcement des capacités

- ✦ Formation des délégués
- ✦ Formation des cadres de l'ONN
(cas formation au repertoire général de l'ISO)
- ✦ Soutien à la participation internationale

45

Conclusion

- Importance de la Normalisation sur la RS
- Importance de la Normalisation pour tous les secteurs
- Nécessité de définition des priorités et orientation du renforcement des capacités
- Rôle de la Francophonie

Merci pour votre attention

46